



La déclaration
de la FSU 33
au CDEN 33 du 1^{er} avril 2025

*Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et Messieurs, membres du CDEN de Gironde,*

Nous aimerions, pour ce CDEN second degré, qui accueille Monsieur Pestel, nouveau DASEN de Gironde, pouvoir dresser un bilan différent de l'année en cours et ne pas avoir à jouer les Cassandra pour la rentrée qui s'annonce. Nous aimerions ... Et pourtant !

Encore une fois, il n'y aura pas un.e enseignant.e devant chaque classe à la rentrée 2025.

Encore une fois, il faudra pousser les murs et dégrader les conditions d'accueil et d'apprentissage du fait des effectifs surchargés dans certains établissements.

Encore une fois, les moyens pour mettre en place des réformes mal pensées et précipitées ne seront pas présents.

Encore une fois, les équipes enseignantes, administratives, de direction, de vie scolaire, réduites à l'os devront faire face à toujours plus de missions et de tâches pour toujours moins de personnels.

Encore une fois, on manquera de remplaçant.es et le vivier de contractuel.les sera épuisé dès septembre.

Encore une fois, face à la pénurie, il faudra faire travailler toujours plus des personnels épuisés et usés en rognant sur leur arrêt maladie et leur temps de formation tout en leur imposant de plus en plus de travail gratuit, faute d'HSE pour les rémunérer.

La baisse démographique ne justifie pas ces suppressions de postes et, en Gironde, dans le second degré, c'est particulièrement flagrant. D'abord parce que le tassement des effectifs fait suite à 10 ans d'augmentation continue et des décennies de sous-dotation par rapport aux moyennes nationales.

Il a fallu absorber plus de 9000 élèves en 10 ans, le ralentissement de cette croissance aurait dû alors servir à donner un peu d'air aux collèges et aux lycées. Mais le choix qui a été fait a été de privilégier les économies au détriment des élèves et des personnels. Ainsi, en Gironde, 62 % des collèges du département ont un nombre d'élèves par classe supérieur à la moyenne nationale de 26 élèves et 83 % des lycées ont un nombre d'élèves par classe supérieur à la moyenne nationale de 30,3.

Concrètement, outre la hausse des effectifs, les suppressions de classes et de postes, entraînent un appauvrissement de l'offre de formation et déstabilisent des équipes déjà au bord de la rupture. Quand on perd en une année 4 ou 5 postes et que certain.es enseignant.es apprennent qu'elles et ils seront sur deux ou trois établissements, comment envisager sereinement la rentrée ? Comment s'étonner dans de telles conditions de la dégradation du climat scolaire, des tensions croissantes à l'intérieur des équipes et des conflits avec les directions d'établissement chargées d'appliquer cette politique d'austérité ?

Le coût de rabout budgétaire se fait aussi sentir du fait des économies exigées par l'État auprès des collectivités territoriales. Le département a coupé le chauffage des gymnases, réduit le financement de certains projets culturels, augmenté le prix de la cantine pour les élèves comme les personnels des collèges. Les agents territoriaux, sont, eux aussi en nombre insuffisant pour faire face aux besoins. Certains établissements sont vétustes et dégradés, comme les collèges de Créon et de Latresne, qui vont pourtant devoir accueillir encore plus d'élèves à la rentrée 2025 faute de nouveau collège construit dans ce secteur géographique. Les conditions matérielles d'apprentissage pour les élèves et de travail pour les personnels sont donc de plus en plus difficiles du fait de ce choix politique de couper dans les dépenses publiques d'éducation.

Et pendant ce temps, l'argent public continue à financer l'enseignement privé sous contrat pourtant entaché de scandales à répétition et alors même qu'il ne joue pas le jeu de la mixité sociale. S'il faut faire des économies pourquoi ne pas commencer par contrôler que ces établissements qui bénéficient des largesses de l'État remplissent leurs obligations et respectent la loi ?

Enfin, sur fond de crise budgétaire, la FSU tient à rappeler qu'il est des choix cruciaux pour l'école qui ne coûtent rien à part, peut-être, un peu de courage politique. Comment justifier que, alors même que le département a engagé un

effort budgétaire sans précédent pour doter la Gironde de collèges neufs, cet investissement ne soit pas mis au service d'une politique d'égalité territoriale et de mixité scolaire. On construit un collège tout neuf au Barp mais on ne revoit la carte scolaire que partiellement si bien qu'à Mios on pousse les murs tandis qu'à Marcheprime on chauffe des locaux qui se vident de leurs élèves et de leurs enseignant.es. De même on construit un nouveau collège à Montussan et on dessine une carte scolaire « sur mesure » pour éviter d'y intégrer des élèves de Cenon et de Floirac et on ne permet même pas une baisse significative des effectifs du collège de Saint Loubès. Il y a dans ces choix politiques, au mieux une gabegie d'argent public, au pire un renoncement à défendre l'intérêt général par crainte d'une sanction électorale.

À l'heure où on parle de guerre et où l'extrême droite est aux portes du pouvoir, à l'heure où des enfants dorment dans la rue et où le nombre de consultations en psychiatrie des adolescent.es explose, nous en appelons à la responsabilité de notre administration et de nos élu.es : faire des économies sur notre École publique c'est enterrer notre avenir !